



REPUBLIQUE D'HAÏTI

**ALLOCUTION DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,  
SON EXCELLENCE JEAN MARIE CLAUDE GERMAIN,  
A L'OCCASION DE LA QUINZIÈME CONFÉRENCE  
DES PARTIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
COPENHAGUE 8-18 DECEMBRE 2009**

**(FINAL VERSION)**

Copenhague, 17 Décembre 2009

**Monsieur le Président de la Conférence,**

**Excellences, Mesdames/Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Excellence, Monsieur le Premier Ministre du Danemark,**

**Mesdames, Messieurs les Ministres et les chefs de délégation,**

C'est pour moi un immense honneur et privilège de prendre la parole dans cette illustre Assemblée à l'occasion de cette importante Conférence sur le Climat et je profite aussi pour vous faire part du support et de l'attachement inconditionnels du Président de la République d'Haïti, Son Excellence René PREVAL, au succès de notre Sommet ; le Président PREVAL qui partage avec vous les inquiétudes des dirigeants de la planète face aux nouveaux défis qui s'imposent à l'humanité à cause des changements climatiques.

De nombreux orateurs qui m'ont précédé à ce micro ont mis en évidence les conséquences d'une politique industrielle non soucieuse des droits des générations à venir à une bonne qualité de vie. Déjà, dans divers endroits du monde et particulièrement dans la région caraïbe, on enregistre des phénomènes inquiétants comme l'élévation du niveau des mers et des températures de surface. Ces changements sont les causes principales de l'érosion croissante de nos plages, de la salinisation de nos nappes aquifères et estuaires d'eau douce, ainsi que du blanchiment accru de nos récifs coralliens.

Les répercussions de ces phénomènes sont encore beaucoup plus sévères pour les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), comme Haïti, confrontés déjà à un ensemble de défis économiques et structurels. La Déclaration de la Grenade, au nom de l'Alliance des Petits Insulaires en Développement (AOSIS) et à laquelle souscrit Haïti, a depuis hier fait ressortir notre situation particulière qualifiée d'archétype de la vulnérabilité par le Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat. Notre pays est, par ainsi, solidaire de la position de AOSIS quant à la nature de l'accord et des engagements à obtenir ici **1,5°C comme hausse maximale de température et 350 parties par millions de CO<sub>2</sub> comme objectif d'émissions sont, en effet, la ligne rouge à ne pas dépasser pour la survie des Petits Etats Insulaires en Développement.**

Les changements climatiques nous concernent donc tous : Pays Moins Avancés comme pays développés, Petits Etats Insulaires en Développement redoutant un déluge de Noé des temps modernes tout comme Pays continentaux. **La réponse, à apporter, doit être avant tout globale faisant appel à la contribution de tous les pays et requiert la participation de tous sans exclusive incluant notamment TAIWAN dont le territoire insulaire est exposé aux mêmes risques sur les changements climatiques et qui devrait être également associé à titre d'observateur aux différentes Conférences des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.**

**Monsieur le Président,**

**Les Changements Climatiques en Haïti ont modifié de manière drastique le régime d'écoulement des eaux de nos différentes rivières : les crues jadis décennales sont devenues désormais des crues annuelles entravant non seulement notre croissance mais aggravant par surcroît notre situation de seul Pays Moins Avancé de l'Hémisphère Occidental et mettant du coup en péril tous nos efforts pour atteindre les Objectifs Millénaires pour le Développement.**

Ces changements hypothèquent, en outre, un ensemble de droits humains comme le droit à la vie, le droit à une nourriture adéquate, le droit à l'eau, le droit à la santé et au logement et affectent certains groupes spéciaux. Le réchauffement du climat a des implications sur un ensemble de droits humains consacrés par un certain nombre de Conventions des Nations Unies. Les effets observés et projetés des Changements Climatiques pour Haïti représentent des menaces pour les vies humaines. Le nombre de personnes décédées et souffrant de maladies et de blessures résultant des inondations et cyclones ne cesse d'augmenter d'année en année dans le pays.

Ces changements, disons nous, menacent également le droit fondamental de chaque haïtien de manger à sa faim. Les inondations provoquées par Hanna/Ike/Fay en 2008 ont, en effet, pratiquement envasé bon nombre de jardins d'agriculteurs rendant leurs parcelles impropres à toute forme d'activité agricole. La totalité des dommages et des pertes recensés a été évaluée, **selon les experts du Groupe de la Banque Mondiale**, à 900 millions de dollars américains, soit **près de 15%** pourcent du PIB d'Haïti en 2007.

De même, le droit de chaque haïtien à une eau suffisante, sûre, acceptable et aux propriétés physiques convenables pour différents besoins personnels et domestiques est également compromis par les Changements climatiques qui exacerbent le stress sur les ressources en eau en interaction avec d'autres phénomènes comme la croissance de la population haïtienne, la dégradation environnementale, la gestion inadéquate de la ressource en eau, la pauvreté et l'inégalité.

Le droit de chaque haïtien à un logement adéquat dans des conditions de sécurité, de paix et de dignité est aussi affecté par les changements climatiques. Ceci peut être illustré par les inondations frappant constamment la ville côtière des Gonaïves dans le Département de l'Artibonite qui détruisent les maisons et obligent un certain nombre d'habitants ayant perdu leurs résidences à perdurer leur séjour dans les centres de refuge.

Les effets des Changements climatiques sont aussi ressentis par les segments de la population haïtienne qui sont déjà en situation vulnérable en raison des facteurs liés à la pauvreté, au genre et à l'âge. Les femmes haïtiennes, particulièrement les femmes âgées et les filles, sont ainsi exposées aux différentes phases des désastres causés par les eaux.

Est-ce pourquoi qu'en dépit de nos limitations, notre pays réaffirme son attachement à la Convention sur les Changements Climatiques et au Protocole de Kyoto et continue à mener des actions concrètes visant à renforcer nos capacités pour faire face aux changements climatiques. Malgré les problèmes urgents liés à la pauvreté, l'éducation, la santé, le logement, en dépit de tous ces problèmes et de bien d'autres encore réclamant une réponse urgente au quotidien, nous avons fait un choix : ***Celui d'accorder dans nos politiques de développement, une place de plus en plus prépondérante aux préoccupations liées aux changements climatiques, même quand nous sommes de faibles émetteurs de gaz à effet de serre.***

**Monsieur le Président,**

Pour Haïti, l'adaptation est la clef et elle doit prendre des formes diverses. C'est pourquoi nous prônons l'adaptation et la résistance au climat des secteurs liés à la pêche, à l'agriculture, aux infrastructures et aux services de soins.

Il importe aussi d'aider les Petits Etats Insulaires en Développement à reconstituer leur trame forestière. C'est, à notre avis, l'unique moyen de limiter, sur nos populations, les conséquences persistantes du réchauffement de la planète à cause de l'émission des gaz à effet de Serre.

En matière d'adaptation, on peut également créer des corridors biologiques sur terre comme sur mer, pour préserver et adapter la biodiversité. Aussi, le gouvernement haïtien est-il à l'œuvre, dans le cadre d'un accord régional compréhensif et inclusif, pour établir avec ses voisins immédiats, c'est-à-dire Cuba et la République Dominicaine, la Jamaïque et Porto Rico, le premier Corridor Biologique de la Caraïbe.

A l'instar d'autres corridors biologiques, celui-là vise la préservation de la biodiversité biologique particulièrement importante dans la région. Mais au-delà de la protection de la biodiversité, cette initiative rentre dans une perspective beaucoup plus intégrale qui met au centre des préoccupations la question brûlante de la pauvreté et des changements climatiques.

La COP15 se tient à un moment où nous devons faire face à une escalade sans précédent de changements dans l'environnement et de multiplication d'événements hydrométéorologiques sur la terre entière. Il devient dès lors indubitable que, pour les pays en développement et plus particulièrement pour les Pays Moins Avancés et les Petits Etats Insulaires en Développement comme Haïti, l'adoption de mesures d'adaptation, d'atténuation aux changements climatiques, passe par la mise en place de mécanismes financiers suffisants, le renforcement de l'investissement et le développement du transfert de technologies. **Comme l'a souligné le groupe des Pays Moins Avancés (PMA), des ressources financières additionnelles seront nécessaires pour l'adaptation et le caractère spécial et spécifique des pays très vulnérables comme les Petits Etats Insulaires en Développement et les PMA devrait être reconnu dans les décisions d'affecter de telles ressources.**

Il importe donc, tel que préconisé par la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques, qu'il y ait une véritable conjonction des efforts de la communauté internationale en vue d'augmenter la résilience des pays en développement et de juguler les incidences des changements climatiques sur leur croissance économique.

**Copenhague doit devenir Hopenhagen**, c'est-à-dire le port de l'espoir et nous croyons fermement que, malgré les choix difficiles à faire et les lourds sacrifices à consentir, nous allons sortir avec quelque chose de substantiel et d'équitable pour l'Humanité.

C'est là une question de responsabilités communes mais différenciées, une question de juste répartition de l'effort à fournir pour lutter contre le dérèglement climatique **et il s'agira au plan des engagements de paver la voie à une perspective post Copenhague sereine et radieuse.**

**MERCI**